

Transmis copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi avec notre plus haute considération
- Le très Honorable Président de l'Assemblée Nationale du Burundi
- Son Excellence Monsieur le Premier Ministre avec notre très haute considération
- Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique

à
Gitega

A Monsieur le Président du comité d'organisation du forum sur le développement du Burundi, deuxième édition

à
Bujumbura

Objet : Contributions de la société civile sur la vision du Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060

Monsieur le Président du comité,

Nous avons un grand honneur de nous adresser auprès de votre haute Responsabilité pour remercier le comité d'avoir bien organisé un forum inclusif sur la vision du Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060. Nous remercions aussi très sincèrement Son Excellence le Président de la République du Burundi qui a eu cette idée d'organiser un deuxième forum sur le développement du Burundi afin d'évaluer la première et permettre à la société burundaise de penser et contribuer à la vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060.

En effet, Monsieur le président du comité, les organisations de la société civile burundaise se sont mises ensemble pour contribuer à la vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060. Monsieur le président du comité, cette vision est très importante pour le développement durable du Burundi d'où les organisations de la société civile burundaise ont le plaisir de vous proposer les recommandations suivantes :



1. Ajouter la gouvernance (transparence, Etat de droits, redevabilité, droits de l'homme, équité, justice juste) comme sixième pilier car dans tous les exposés, on est souvent revenu sur l'importance de l'inclusion de la gouvernance dans tous les domaines clés du développement du pays ;
2. Que le Plan National de Développement (PND 2018 -2027), la vision du Burundi 2020-2025, et l'actuelle vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 soient combinées dans une seule vision pour éviter les confusions lors de la mise en œuvre des programmes faisant atteindre ses objectifs ;
3. Comme secteur principal du développement du pays, l'agriculture doit être extensive et mécanisée au lieu de recourir à une agriculture modeste à houe ;
4. Que les coopératives soient inclusives et bénéficiaires d'un suivi évaluation tout en formant leurs leaders en gestion administrative et financière ;
5. Montrer les étapes de la vision afin de permettre une bonne orientation et gagner le temps de la mobilisation et la revue du budget programme;
6. Pour faire face à la pression démographique, que les hommes soient fortement impliqués dans la politique de planning familial de même que les femmes ;
7. Qu'il y ait une nouvelle politique nationale de villagisation et de construction en hauteur pour libérer les terres cultivables ;
8. Avancer l'âge de mariage et lutter contre la polygamie dans le but de freiner la pression démographique ;
9. Faire à grande échelle une sensibilisation des leaders religieux plus particulièrement les musulmans, les catholiques et les protestants pour qu'ils prennent conscience des dangers de la démographie galopante ;
10. Que le Gouvernement du Burundi mette en place des mécanismes de limitation des naissances qui n'affecte pas négativement la santé de la femme ;
11. Mettre en place un programme de sensibilisation et d'éducation sur les valeurs d'ubuntu comme l'honnêteté, la droiture, le sens élevé du bien commun, la transparence, la performance, l'équité, la justice, l'amour de la patrie, l'humilité, l'efficacité, le respect mutuel, etc. ;
12. Qu'il y ait du début à la fin de la vision un Comité de pilotage inclusif au plus haut sommet de l'Etat au niveau politique (Gouvernement, partenaires au développement, secteur privé et société civile) dirigé par Son Excellence le Premier Ministre et un Comité technique d'experts inclusif dirigé par Son Excellence le Ministre de l'intérieur, du développement communautaire et de la sécurité publique pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation au niveau technique pour l'atteinte des objectifs issus de la vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 ;
13. Recruter un cabinet d'experts indépendants qui évaluera la vision et les stratégies nationales de leur mise en œuvre ainsi que les programmes en vue de suivre de façon indépendante les performances et les résultats de la vision du début jusqu'à la fin ;
14. Qu'il y ait l'instauration d'un système national de l'intégrité au Burundi impliquant les trois pouvoirs, la société civile, les partis politique et le secteur privé ;
15. Qu'il y ait le renforcement de la cohésion sociale ;
16. Qu'il y ait la dépolitisation de l'administration publique ;
17. Qu'il y ait un programme national d'éducation à la culture de la gouvernance, de la transparence et de la lutte contre la corruption et la culture du débat contradictoire constructif;
18. Qu'il y ait la préparation d'un forum national sur la gouvernance au Burundi ;

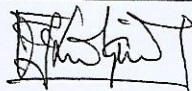
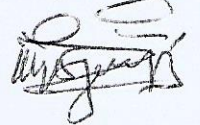
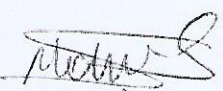
19. Opérationnaliser la stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption signée par Son Excellence feu président Pierre NKURUNZIZA en 2020 ;
20. Réviser de façon urgente le cadre légal anticorruption ;
21. Instaurer la culture du suivi évaluation sur tous les projets et programmes nationaux ;
22. Que tous les documents issus du forum sur le développement du Burundi, deuxième édition soient postés sur son site pour que tous les intéressés puissent les consulter ;
23. Que les indicateurs du doing business apparaissent dans les programmes du gouvernement en vue d'asseoir le climat des affaires favorable au Burundi ;
24. Mettre en place de façon électronique le registre national des entreprises qui gagnent les marchés publics et y insérer toutes les données leur concernant ainsi que les données des marchés publics qu'elles gagnent sans oublier les données en rapport avec l'OBR, l'ARMP, Titre foncier, ADB, etc. ;
25. Que les programmes de digitalisation et le budget programme soient soutenus par tous les burundais car c'est l'élément clé de la bonne gouvernance et de la redevabilité ;
26. Mettre en place un Fonds de Solidarité Nationale pour le Développement du Burundi(FSNDB) à l'instar de celui mis en place dans le cadre des préparatifs des élections de 2020;
27. Envoyer à l'étranger des jeunes de diverses tendances qui le méritent pour y étudier afin de préparer une élite intellectuelle burundaise (experts dans divers domaines) gagnée à la cause du développement tout en mettant en place les mécanismes encourageant le retour ;
28. Mettre en place des mécanismes transparents de dépollution politique en vue d'éviter que ce qui est déjà bâti pour le développement du pays ne tombe plus dans l'eau comme cela a toujours été le cas depuis l'indépendance jusqu'à ce jour suite à des crises décennales ;
29. Mettre en place un laboratoire du développement du Burundi où plusieurs experts chevronnés pourraient se mettre ensemble pendant au moins un mois pour penser profondément au développement du Burundi en mettant en place une planification à long terme du développement du Burundi (50-100ans) ;
30. Restructurer tout le système éducatif burundais pour que les programmes élaborés soient collés aux réalités et à l'évolution technologique du monde actuel ;
31. Qu'il y ait la promotion de l'éducation de qualité en faisant le mariage entre la science, l'éthique et la morale ;
32. Inculquer dès les bas âges aux enfants burundais des valeurs d'excellence, de respect de la chose publique, du respect de la chose d'autrui, de la crainte de Dieu et du péché dont la corruption, le respect de la dignité humaine, l'esprit de partage, l'esprit de compétitivité, l'esprit de travail etc. en vue de préparer un Burundi des bons leaders;
33. Former les dirigeants et les citoyens sur les principes de continuité de l'Etat et au respect du bien commun ;
34. Prendre des mesures incitatives à l'endroit des personnes condamnées et réfugiées en vue de les pousser à rentrer au pays surtout que c'est le capital humain qui est immobilisé. A cet effet, la justice burundaise devrait abandonner toutes les poursuites judiciaires engagées contre tous les leaders de la société civile, des media et politiques en vue de créer un environnement favorable de développement et de réconciliation ;
35. Il serait raisonnable de réfléchir sur les voies et moyens d'engager des discussions sur l'amnistie générale probable en vue de libérer le capital humain enfermé et nourri sur les fonds de l'Etat. Dans la même perspective, des sanctions alternatives seraient

- prises à l'endroit des prisonniers pour désengorger les prisons et les faire participer dans le développement du pays ;
36. Qu'il y ait une campagne nationale de détraumatisation de la société pour guérir les blessures laissées par les conflits du passé et éviter ainsi ses conséquences ;
 37. Consulter toutes les couches de la société de la base au sommet lors de la préparation des documents importants dans la vie des burundi comme la vision du Burundi ;
 38. Que lors du prochain forum, les invitations seraient distribuées à temps pour que les invités se préparent mieux à l'avance et que les débats soient riches et inclusifs ;
 39. Mobiliser les investissements internationaux pour équiper les agences de recherche et développement et les laboratoires pour une éducation de qualité et l'emploi des jeunes et le développement des programmes d'échanges régionaux, africains et internationaux ;
 40. Investir dans le développement des compétences numériques, favoriser toutes les possibilités d'apprentissage et rendre disponible les matières à apprendre dans la langue maternelle ;
 41. Inclure les jeunes dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation des politiques publiques liées à l'éducation et au développement durable du Burundi.

Enfin, les organisations signataires de cette correspondance de recommandations vous promettent leur soutien et accompagnement de la vision en vue d'avoir un Burundi émergent en 2040 et développé en 2060.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer Monsieur le président du comité d'organisation, l'expression de notre haute considération.

Les organisations de la société civile signataires

NOM ET PRENOM	ORGANISATION	FONCTION	SIGNATURE
1. NIMATIGAZA Ignace	AJLUD	chargé des projets	
2. NIMATIGAZA Ignace	MYG	Secrétaire	
3. RUFYIKI Gabriel	OLUCOME	Président	
4. BIGIRIMANA Sylvère	BEAUESHAPU	chef de programme	
5. NDUWIMANA Jean	IB. J.N.A	Représentant légal	
6. BUTOYI Wiliane	A FAB	membre	
7. BARANYIZIGIYE			
8. Jean Baptiste	UNIPROBA	Secrétaire général Adjoint	
8. Maître Prime	ONHCT: ou est ton frère?	Président et Représentant légal	
9. NDUWAYO Pierre	ABUCO-TI BURUNDI	Président	